



« Dans les pays autocratiques, les incitations à la réforme des élites dépendent notamment de la distribution du coût de la révolution pour le peuple »

Chercheur au laboratoire Economix CNRS, Said Souam consacre une partie de ses travaux à l'économie politique des réformes. Dans ce domaine, il s'est ainsi intéressé aux liens entre volatilité des rentes et incitation à la réforme dans les régimes autocratiques. Entretien.

Avec votre collègue Abdelhakim Lounaci, vous essayez de comprendre ce qui incite, ou non, les élites des pays autoritaires à réformer. Dans quel champ s'inscrivent vos travaux ?

Dans le champ de l'économie politique des réformes. Ce mouvement s'intéresse aux obstacles et aux incitations qui peuvent conduire les différents acteurs d'une économie, et plus globalement d'une société, à mener ou non des réformes. Il s'agit d'essayer de comprendre pourquoi certaines réformes potentiellement favorables ne sont pas mises en œuvre quand d'autres, au contraire, le sont.

Dans nos travaux, nous nous concentrons sur la dimension économique mais d'autres chercheurs se sont déjà penchés sur d'autres enjeux, tels que l'éducation ou la santé

Vous vous intéressez justement aux élites des Etats autocratiques. En essayant de comprendre dans quelles circonstances elles peuvent avoir intérêt à mener des réformes économiques...

Dans un pays démocratique, lorsque les citoyens ne sont pas satisfaits des politiques menées, ils peuvent imposer des évolutions par leurs votes.

Dans les pays autocratiques, les urnes ne permettent pas ces changements de cap. Mais cela ne signifie pas pour autant que les élites sont totalement à l'abri. Car si les conditions de vie s'avèrent trop mauvaises pour les populations, ces dernières peuvent les renverser par des révolutions.

Dans certaines circonstances, ces élites ont donc elles aussi intérêt à mettre en œuvre des réformes qui vont satisfaire le peuple et réduire les inégalités. Car elles pourront ainsi se maintenir au pouvoir.

Beaucoup de pays qui disposent de rentes pétrolières ou gazières ont des niveaux de démocratisation restreints...

Exact.

C'est la raison pour laquelle nous avons cherché dans nos derniers travaux à analyser les conditions qui amènent les pays autocratiques qui disposent de rentes à entamer ou non des réformes économiques. En nous intéressant tout particulièrement à la question de la volatilité des rentes. La question fondamentale qu'on se pose, c'est de comprendre comment cette volatilité interagit avec la propension des élites à réformer, et avec quelle intensité. Ces points n'ont jusqu'alors pas été tellement traités dans la littérature académique.

Pour ce travail, avez-vous observé des régimes autocratiques de façon empirique ?

Non, il s'agit d'un travail à partir d'un modèle purement théorique. Notre objectif, c'est de donner un fondement économique à l'hétérogénéité des comportements qu'on observe chez les élites des pays rentiers non démocratiques. Mais ce travail pourrait, dans un second temps, donner lieu à une validation empirique, en analysant ce qui se passe réellement dans certains régimes.

Qu'avez-vous observé avec votre modèle ?

Schématiquement, on peut dire que le peuple a tendance à se révolter si cela en vaut la peine, c'est-à-dire si les bénéfices attendus de la révolution sont supérieurs à ses coûts. Dans les pays rentiers à forte volatilité, le peuple aura une propension plus grande à faire la révolution lorsque la situation économique est favorable car les gains qu'il peut espérer seront plus élevés. En revanche, il aura davantage tendance à rester calme quand la situation se détériore car le coût de la révolution risque alors de dépasser les bénéfices escomptés. Les élites tiennent elles aussi compte de ces paramètres. Leurs incitations à la réforme dépendent de la distribution du coût de la révolution pour le peuple. Plus ce coût a de chances d'être élevé, moins les élites engagent de réformes. A contrario, plus ce coût a de chances d'être faible, plus les élites engagent de réformes.

Vous montrez qu'il faut aussi tenir compte du taux d'appropriation des richesses...

Absolument. Lorsque les élites n'accaparent pas une part trop importante des richesses, le peuple a une propension moindre à la révolution car il n'a pas beaucoup à y gagner. Dans ce cas, les élites sont moins frileuses à l'idée de mener des réformes.

À l'inverse, lorsque le niveau d'appropriation est très élevé, les élites ont moins de propension à mener des réformes économiques lorsque la volatilité des rentes augmente. Car sinon, elles prennent le risque d'inciter encore davantage le peuple à les chasser de leurs positions privilégiées. Pour des valeurs intermédiaires du taux d'appropriation, apparaît un phénomène intéressant : l'existence d'une courbe en forme de U. Ainsi, lorsque la volatilité est faible, le niveau de réforme diminue jusqu'à un certain niveau pour ensuite augmenter. Il serait intéressant de tester empiriquement ces résultats.